

Temps forts

Le 25 juillet dernier, la brillante start-up de la livraison à vélo de repas à domicile Take Eat Easy connaissait, comme depuis presque trois ans, une croissance de 30 % par mois. Grâce aux 16 millions d'euros levés en 2015, à son réseau s'appuyant sur 3 200 restaurants « partenaires », et à sa base de 350 000 clients, elle venait d'atteindre le million de livraisons. Le 26 juillet, la coquille vide Take Eat Easy, en cessation de paiement, était placée en redressement judiciaire. Seconde surprise, magie de la Net économie et du néolibéralisme : sur les 2500 coursiers payés à la tâche qui pédalaient pour la start-up, aucun n'a été licencié. Inutile, c'est la faillite personnelle qui guette ces autoentrepreneurs. D'aucuns l'avaient dénoncé, Take Eat Easy l'a démontré : le capitalisme de plateforme



ÉDITORIAL
Par Dany Stive

Grimace

a reporté sur le travailleur « indépendant » le risque de fluctuation du marché dont la responsabilité, hier, incombait au patron.

La sociologue américaine Gina Neff définit ce type d'emploi du terme de « travail-risque », soumis au péril de ne pas pouvoir approcher la rémunération espérée, même en s'auto-infligeant des cadences infernales. La start-up défaillante a prouvé que le risque

ne connaissait pas de limite. Certes, les investisseurs ont perdu des plumes mais ils ne sont pas plumés : le groupe allemand Rocket Internet, actionnaire de Take Eat Easy, l'est aussi de son concurrent Foodora. Reste à récupérer les clients de l'entreprise déficiente. « Libres et indépendants », les galériens du pédalier sont déjà prêts à se remettre en selle, dirigés par l'algorithme envoyeur de notifications de l'ex-concurrent.

Emmanuel Macron nous l'avait dit : « Les jeunes veulent être entrepreneurs, pas fonctionnaires. » Ainsi va l'économie dite « collaborative ». Sa logique est démontre. Son idéal déclaré de liberté se paie dès aujourd'hui d'une précarisation généralisée. Le monde des start-up, c'est la version souriante de la loi travail. Take Eat Easy est la première grimace. •

La mère et le fils en parlent aujourd'hui de façon détendue. De ce moment où leurs vies ont failli basculer, de ces quelques mois où Siham (1) a vécu la peur au ventre que son adolescent de 15 ans Omar (1) ne cède aux « chants des sirènes ». Ces sirènes qui portaient kamis (vêtement islamique), barbes et prêchaient à la sortie de la mosquée. « Le vendredi, ils venaient nous voir là où on était posé avec mes amis pour nous faire des rappels de religion », raconte aujourd'hui le massif jeune homme de 17 ans. L'un d'entre eux se faisant plus insistant, évoquant le travail « humanitaire » de Daech en Syrie et le besoin de volontaires. « Je me suis dit pour quoi pas ? » reconnaît Omar. « Un soir, mon fils est rentré à la maison en me disant "il faut aller aider nos frères en Syrie", se souvient Siham. J'ai vu dans son regard que le travail avait déjà commencé, j'étais horrifiée. Je lui ai dit : "Mais ce ne sont pas nos frères !" » À l'époque, Omar termine son CAP boulangerie, « il n'est ni déscolarisé ni livré à lui-même, précise sa mère. On est une famille monoparentale mais unie ».



« ON NE PASSE PAS DE LA VENTE DU CANNABIS À LA MOSQUÉE DU JOUR AU LENDEMAIN ». PHOTO MATTHIEU RONDEL / HANSLUCAS

Jamaledine, trésorier de la Grande Mosquée de Saint-Denis. « Elle a fini par accepter nourriture et vêtements et quand elle est repartie quinze jours plus tard, elle ne parlait plus de la Syrie », se félicite le directeur de l'Arsej. Aujourd'hui, la jeune fille a renoué les liens avec sa mère et retiré son hijab.

Pour Djamel Guessoum, cette histoire sert de déclencheur. « J'aurais préféré ne pas savoir faire, mais je me rends compte qu'on sait faire et qu'on doit faire. » Faire quoi ? Au terme « déradicalisation », le directeur de

l'Arsej préfère celui de « resocialisation » : « Quitte à passer pour un hippie, je pense que la réponse est sociale. » L'association met en place un réseau d'observateurs dans les cités du 93. Ils sont vingt-trois aujourd'hui, tous bénévoles, à guetter les signaux d'alerte sur les jeunes de leurs quartiers. « On ne passe pas de la vente du cannabis à la mosquée du jour au lendemain. Il y a d'abord un changement vestimentaire avec le kamis qui remplace le jogging, le changement dans le discours et dans l'attitude avec un repli sur soi. » Les

Une association propose un travail de réinsertion professionnelle aux jeunes du 93 tentés par le départ en Syrie. Rencontre.

SEINE-SAINT-DENIS

Le social contre le djihad

jeunes signalés sont ensuite approchés, directement ou par le biais de leur famille ou d'amis, pour être orientés vers l'Arsej. « Quand ils arrivent, on leur parle réinsertion professionnelle, précise Djamel Guessoum. La question de la religion n'est abordée que de façon informelle, pour ne pas les braquer. Ensuite, on leur proposera de rencontrer des imams ou des islamologues, un musulman ne refuse jamais de leur parler. »

Sept jeunes sont ainsi suivis au long terme par les éducateurs de l'Arsej. Les profils sont assez similaires : « Familles monoparentales pour beaucoup, une scolarité arrêtée très tôt, certains étaient guetteurs dans le trafic de shit, détaille Djamel Guessoum. Ils ne disent pas qu'ils veulent partir, on est dans le non-verbal. Daech leur propose un salaire, un statut social, une raison de vivre... Notre travail consiste à remplacer un référentiel par un autre, à leur donner un statut social ici. » La Seine-Saint-Denis est un département particulièrement touché par la radicalisation de ses jeunes. Sur les 156 jeunes Français morts dans les rangs des djihadistes, une trentaine viendraient du 93. Selon des chiffres de 2015, près d'un quart des signalements en Île-de-France émanent de ce département (420 sur 1700). Face à cette épidémie, la réponse du gouvernement est loin d'être

Au terme « déradicalisation », le directeur de l'Arsej préfère celui de « resocialisation ».

suffisante, dénonce le directeur de l'Arsej. « Un numéro vert comme seule réponse, ce n'est pas sérieux. Il faudrait multiplier les modes d'intervention. Ils sont davantage dans une posture politique que pragmatique. »

Omar, qui va commencer un nouveau travail la semaine prochaine, regarde aujourd'hui cet épisode de sa vie avec l'impression d'avoir échappé au pire. « Une fois sur place, je me serais sans doute rendu compte de ma bêtise, mais il aurait fallu revenir en France, où j'aurais été considéré comme terroriste et jeté en prison. » L'un de ses amis a cédé à ce « chant des sirènes ». Parti en Syrie, il affichait sur son profil Facebook des photos de lui armé de kalachnikovs. Omar a appris sa mort il y a quelques jours. •

MARIE BARBIER

(1) Les prénoms ont été modifiés